

MAÎTRE D'OUVRAGE

CNRS - Délégation Centre Limousin Poitou Charente

3e avenue de la recherche scientifique
45071 ORLEANS Cedex 2

NATURE DE L'OPERATION :

Extension du CEMRHTI CYCLOTON - Démolition du bâtiment administratif

45071 ORLEANS

ARCHITECTE



IL.AM architectes
246 quater rue du fbg Bannier
45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tel : 0970902402
Email : contact@lecontearchitecte.fr

Bureau d'étude



3iA
8 rue du Pré de l'Essart
37550 ST AVERTIN
Tel : 02 47 48 80 48
Email : tours@3ia.fr

Phase DCE

24-389TOU

Dressé le : 10 septembre 2025 -

N°01 DESAMIANPAGE

Sommaire

1	PRESRIPTIONS GENERALES DU LOT	3
1.1	PRESRIPTIONS GENERALES	3
1.2	PRESRIPTIONS PARTICULIERES	4
1.3	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	6
2	DESCRIPTION DES OUVRAGES	8
2.1	Travaux préparatoires	8
2.2	Réseaux existants	8
2.3	Désamiantage	8
2.3.1	Installation et préparation de chantier - désamiantage	8
2.3.2	Retrait d'éléments amiantés	9
2.3.3	Enlèvement des déchets	9
2.4	Démolitions	10
2.5	Nettoyage de chantier	11

1 PRESCRIPTIONS GENERALES DU LOT

1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 1 Objet

Le présent document a pour objet la définition et la prescription des travaux de désamiantage dans le cadre des travaux de l'extension du bâtiment CEMTHI Cyclotron. Ce projet est situé au 3 Av. de la Recherche Scientifique à Orléans (45071) pour le compte du Centre National de la Recherche Scientifique.

Les travaux se dérouleront en une seule tranche.

1.1 2 Contenu de l'Offre

Contenu de l'offre :

L'entrepreneur demandera à la Maîtrise d'œuvre tous les renseignements qui lui sembleront nécessaires à l'établissement de son offre. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions le dispensent d'exécuter tous les travaux concernant son corps d'état et l'obligent à demander un supplément de prix.

Par ailleurs, tous les travaux s'entendent complètement exécutés et parfaitement finis ; en conséquence, l'entrepreneur devra tous les travaux et fournitures nécessaires à la finition des ouvrages, comme faisant partie intégrante de son forfait, qu'ils soient ou non mentionnés au présent CCTP.

Pour son étude, l'entrepreneur devra alors se rendre sur place afin de se rendre compte:

- de l'état des lieux
- des sujétions d'accès à la réalisation des travaux
- des risques éventuels du fait de la présence des avoisinants
- de la présence d'éventuels réseaux enterrés existants, en se rapprochant des différents concessionnaires si nécessaire.

Le contenu de son offre devra être conforme aux prescriptions du règlement de consultation et du CCAP.

Omissions dans les pièces de consultation :

En cas d'omission constatée dans les documents de consultation, la pièce la plus complète sera prise en considération pour les renseignements qu'elle contient.

Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE), Options, Variantes :

Voir dispositions du Règlement de consultation et du CCAP

Caractère forfaitaire de l'offre

L'entrepreneur fournira, avec son offre, la décomposition du prix global exprimée sous forme de quantités et de prix unitaires. Ce document ne constituera pas un document contractuel dans le cadre du marché qui sera un marché global et forfaitaire.

Mémoire technique

Voir dispositions du Règlement de consultation et du CCAP

1.1 3 Remise des plans - Etude - DOE

L'Entreprise devra prendre en charge la totalité des études techniques incombant à son lot.

Elle devra remettre au Bureau de Contrôle et au Maître d'Œuvre pendant la phase de préparation des travaux et au moins 10 jours ouvrables avant toute exécution, les documents suivants (liste non limitative) :

- Plans et calculs :
 - * Les plans de structure et les plans de coffrage, faisant apparaître les réservations demandées par les autres corps d'état. Ils sont élaborés par un bureau d'études Structure.
 - * Les plans de ferrailage
- Un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)
- Un plan des installations de chantier (cantonnements, matériel, moyens de levage, etc...)
- les documentations techniques des produits
- Les avis techniques, ATEX éventuels, des produits et procédés utilisés
- Le planning détaillé d'exécution
- Les échantillons pour le choix des teintes
- Les procès-verbaux des essais

Les sections, et dimensions diverses indiquées au C.C.T.P. et sur les plans de détails sont fournies à titre indicatif. Il appartient à l'entrepreneur de les contrôler et de les modifier si nécessaire suivant le résultat de ses notes de calcul. Auquel cas, et dès la remise de sa proposition il en informe l'Architecte en justifiant sa

décision et en lui indiquant les répercussions éventuelles sur les ouvrages annexes des autres corps d'état.

Pour tout ouvrage non explicitement décrit dans le CCTP, il doit être demandé un accord explicite sur le mode d'exécution avant toute réalisation.

Aucune modification ne pourra être apportée aux dessins sans autorisation du Maître d'œuvre.

DOE:

Pour les DOE, se reporter aux prescriptions communes à tous les corps d'état.

1.1 4 Gestion des déchets et environnement

Les déchets de chantier devront faire l'objet d'un tri sélectif et devront être gérés et enlevés par l'entrepreneur d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur à ce sujet.

Les entreprises devront respecter la charte chantier propre annexée au CCAP.

1.1 5 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur du présent lot sera responsable de ses ouvrages et devra pendant l'entière durée du chantier, surveiller ceux-ci étant entendu que les travaux accessoires de réservation ou même de modification des ouvrages en B.A. seront exécutés par lui et lui seul, suivant les indications fournies par les corps d'état demandeurs.

Une prévision minutieuse des réservations sera faite par l'entreprise. Elle utilisera des réservations réutilisables (bois, métal ou plastique), et évitera donc les réservations en polystyrène. Cette disposition permet à la fois de limiter la pollution des sols, air, eau et d'éviter le bruit relatif à d'éventuelles reprises dans le cas où les réservations n'auraient pas été préalablement prévues.

1.2 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

1.2 1 Documents de références contractuels

L'ensemble des travaux du présent lot sera réalisé suivant les règles de l'art et la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux (liste non limitative) :

- Loi n° 75-633 du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Décret du 19 Août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances.
- Arrêté du 4 Janvier 1985 concernant le suivi des déchets.
- Loi n° 88-1261 du 30 Décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Circulaire du 28 Décembre 1990 et Arrêtés Préfectoraux sur Étude Déchets.
- Loi n° 92-646 du 13 Juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Décret du 13 Juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels.
- Loi n° 95-101 du 2 Février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Arrêté du 18 Décembre 1992 relatif aux décharges de classe I.
- Décret 98-679 du 30 Juillet 1998.
- Directive européenne du 16 Juillet 1999.
- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48).
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment.
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb dans les peintures.
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.
- Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861*03.
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

- Règlement des Transports des matières dangereuses.
- Règlement sanitaire départemental.
- Plan départemental de traitement des déchets.
- Guide INRS ED 909 : Intervention sur les peintures contenant du plomb - prévention des risques professionnels.
- Note technique n° 22 CRAMIF « Interventions sur les peintures contenant du plomb », approuvée par le Comité Technique Régional le 7 mars 2001.

Ainsi que :

- Normes Françaises applicables aux travaux de ce corps d'état.
- Normes Européennes applicables aux travaux de ce corps d'état.
- Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux de ce(s) corps d'état.

1.2 2

Autres documents à prendre en compte

L'entreprise devra impérativement prendre connaissance de l'intégralité du dossier de consultation des entreprises et notamment des pièces suivantes fournies dans ce dossier :

- Le CCAP.
- L'intégralité de l'ensemble des CCTP (y compris les prescriptions générales à tous les corps d'état).
- Les plans architecte.
- Le plan général de coordination (PGC).
- Le rapport de repérage de matériaux contenant de l'amiante, réalisé par la société AC Environnement en date du 22/09/2020 (Référence mandataire : OLS240-OLS241-OLS242-OLS250) (rapport n°002Y4000657-1).
- l'étude de sol réalisée par SEMOFI (rapport C24-19631 Type RPT indice A) en date du 03/06/2024 correspondant à une mission G2 AVP.

Les rapports précités sont joints au dossier d'appel d'offre.

Et les avis et recommandations des services administratifs dont :

- Conditions du Permis de démolir
- Recommandations des services municipaux
- Code du travail

1.2 3

Sécurité et Protection de la santé

L'entreprise se référera au Plan Général de Coordination et inclura dans son offre toutes les prestations dues au présent lot définies dans ce document.

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions assurant la sécurité des personnes circulant aux abords et dans le chantier, vis-à-vis de la chute éventuelle des matériaux notamment.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, en particulier du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entrepreneur d'en rechercher les auteurs et d'en assurer les réparations.

Aucune indemnité ne peut être allouée à l'entrepreneur pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précautions ou de moyens, ou dus à de fausses manœuvres.

Concernant les travaux à exécuter, des moyens de protection collective seront mis en place et les personnes formées pour intervenir porteront bien entendu l'ensemble des équipements de protection individuelle selon la réglementation en vigueur (cf. exigences du CSPS).

1.2 4

Obligation de l'entrepreneur

Pour les travaux en sous section 3, l'entreprise doit pouvoir fournir un certificat de qualification en cours de validité (ou probatoire) justifiant de sa capacité d'effectuer de tels travaux, cette qualification devant être délivrée par un organisme accrédité par le COFRAC.

Pour les travaux en sous section 4, l'entreprise doit pouvoir fournir une attestation de formation (encadrements et opérateurs) en cours de validité.

Elle devra également présenter son attestation d'assurance en responsabilité civile sans exclusion vis à vis des travaux liés à l'amiante.

Les documents attestant les qualifications et/ou la formation, et l'attestation d'assurance seront à joindre à son dossier administratif lors de sa candidature. Les personnes non-formées à ce type de travaux ne sont pas admises sur le chantier de désamiantage.

L'entreprise doit aussi mettre en œuvre une organisation du travail, des procédés et des techniques respectant les dispositions réglementaires.

1.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

1.3 1 **Prise de possession du bâtiment**

La zone de travaux sera délimitée par une clôture rigide installée pour éviter tout accès aux personnes étrangères au chantier.

Cette barrière sera installée avant tout démarrage de travaux par le lot Gros-Œuvre.

L'entrepreneur du présent lot devra :

- Le nettoyage régulier de la voirie, toutes dispositions d'ordre de police, signalisation de jour et de nuit, panneau de signalisation routière, frais d'embarras de voirie, seront à la charge du présent lot.
- Après les travaux, une vérification de la voirie et des abords sera faite contradictoirement. Les travaux de reprises éventuelles seront portés à la charge de l'entreprise.

Un état des lieux sera réalisé par le lot Gros-Œuvre avant toute intervention du présent lot.

L'entreprise devra toute la signalisation du chantier en maintenant celle-ci durant toute la période de travaux.

L'accès des zones de travail se fera avec des barrières balisées.

L'entreprise sera tenue de veiller au respect de ces signalisations et protections.

Le Maître d'ouvrage a à sa charge le déménagement des locaux avant intervention de l'entreprise.

Les coupures des réseaux sont effectuées par les entreprises des lots techniques en coordination avec le service technique du maître d'ouvrage.

L'entreprise déterminera en coordination avec la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS les emplacements nécessaires pour l'installation et pour stocker son matériel pendant la durée d'intervention.

Aucun stockage de matériaux ne pourra se faire aux abords du gymnase sans protection appropriée.

Aucun stockage ne pourra se faire en dehors des zones réservées à cet effet.

Tous les gravois, déchets seront évacués au fur et à mesure.

Ils seront évacués en respectant les directives et recommandations du maître d'ouvrage.

Tous les travaux produisant du bruit devront être signalés au maître d'ouvrage.

Protection des existants mitoyens :

L'exécution des travaux du présent lot comprend toutes sujétions de protection et de sauvegarde des ouvrages mitoyens existants et non destinés à être démolis.

Dans le cas où ces ouvrages comporteraient des dégradations dues aux travaux, l'entreprise procédera aux réparations et remises en état nécessaires.

1.3 2 **Réseaux existants**

L'entrepreneur devra, dans ses prestations, s'assurer avant démarrage des travaux, que les locaux objet des travaux ne sont plus alimentés ou raccordés aux réseaux d'eau, d'électricité, de téléphone... et accomplir les formalités d'usage auprès des administrations et services techniques, compris démarches et obtention des autorisations nécessaires auprès des services publics ou services locaux, et compris établissement des DICT.

Il ne peut déposer aucune canalisation ou aucun compteur, de quelque sorte que ce soit, sans avoir reçu les autorisations nécessaires et sans s'être assuré de leur nature et de leur destination et que les coupures (à la charge du Maître de l'Ouvrage) ont bien été effectuées.

L'entrepreneur restera responsable, vis-à-vis des compagnies concessionnaires et du Maître d'ouvrage, de tous les désordres qui seraient occasionnés par l'exécution de ses travaux.

Il devra en outre, pendant le cours des travaux :

- S'assurer qu'il ne supprime pas des réseaux dont la destruction nuirait au bon fonctionnement des bâtiments encore en service.
- Signaler toutes canalisations ou ouvrages quelconques dont l'existence ne serait pas connue lors de la prise de possession des lieux.

Si besoin est, les déposes doivent être exécutées par les services techniques compétents.

Nota important : L'entrepreneur doit impérativement, avant toute coupure d'un réseau ou branchement existant, s'adresser au Maître d'œuvre.

1.3 3 **Circulation provisoire**

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer le maintien de la circulation sur les voies publiques.

Pour les travaux sur la voie publique au droit des propriétés, l'entreprise se mettra directement en contact avec les différents propriétaires et les services de voiries de la ville et prendra toutes les mesures permettant de minimiser la gêne vis-à-vis des riverains.

L'Entreprise devra mettre en place toutes les signalisations et protections nécessaires, temporaires ou permanentes sans qu'un ordre spécial lui soit donné, et elle s'acquittera de tous frais liés aux autorisations de voiries.

1.3 4

Mode d'exécution des travaux

L'Entrepreneur est seul responsable du mode d'exécution prévu par lui pour ses travaux.

Il doit se conformer à la réglementation de sécurité.

Il doit, avec son offre, fournir au Maître d'œuvre une note technique précisant le mode opératoire proposé.

L'emploi d'explosif n'est pas autorisé.

Les travaux par sape, abattage, renversement, démolition à l'aide de marteaux pneumatiques, etc. se feront pendant les heures prévues selon les règlements de la lutte contre le bruit en vigueur.

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 Avril 1992.

Afin d'éviter la pollution par les poussières, l'entreprise devra :

- Utiliser des goulottes d'évacuation.
- Arroser et utiliser des bâches de protection.

1.3 5

Nuisances de chantier

L'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier.
- Les poussières générées (arrosages fréquents, évacuation de gravats sous containers fermés).
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier.
- Les salissures des voies de circulation.

L'entrepreneur intervenant sur le chantier devra, toujours et immédiatement après exécution de ses travaux procéder à l'enlèvement des gravats de ses travaux et au balayage des locaux.

Il aura à sa charge la sortie des gravats après nettoyage et la mise en bennes à un endroit prévu à cet effet aux abords des bâtiments, en respectant les consignes de tri des déchets et ensuite l'enlèvement du chantier.

En résumé le chantier et les abords extérieurs devront toujours être tenus en parfait état de propreté et l'entrepreneur prendra toutes dispositions à cet effet.

L'entrepreneur aura également à sa charge, l'enlèvement à la décharge publique des gravats mis en tas à l'extérieur des bâtiments. Seront également à la charge de l'entrepreneur, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier et des voiries.

En cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une tierce entreprise, les frais seront supportés par les entrepreneurs défaillants.

1.3 6

Nettoyage des abords

L'entrepreneur doit le nettoyage permanent des accès du chantier ainsi que des abords qu'il aurait sali du fait de ses travaux et pendant la durée de ceux-ci.

Il doit également la remise en état en fin de chantier des voies d'accès publiques ou privées (hors emprise chantier).

En cas de manquement à cette obligation, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage pourra faire réaliser le nettoyage par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise responsable.

2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

2.1 Travaux préparatoires

2.1 1 **État des lieux - Constat**
Prévu par le lot Gros Œuvre

2.1 2 **Travaux préparatoires**
Travaux préparatoires dont :
- Accès au site.
- Affichage (le panneau de chantier sera mis en œuvre par le lot Gros-Œuvre).
- Démarches administratives.
- Plan de circulation et d'installation pour les travaux du présent CCTP.
- Installation de chantier sur la parcelle concernée. Si l'entreprise souhaite occuper le trottoir public, la location de voirie à prévoir sera à la charge de l'entreprise.
- Mesure de précautions pour sauvegarde des bâtiments avoisinants (clôtures opaques, signalétique).

Clôtures :
Elles seront mises en œuvre par le lot n°2 Gros-Œuvre.

2.2 Réseaux existants

2.2 1 Il appartiendra à l'entrepreneur du présent lot, avant tous travaux de désamiantage, déplombage et démolitions, de s'assurer que les coupures des fluides chauffage, AEP, Électricité ont bien été effectuées par les entreprises des lots techniques en coordination avec le service technique du maître d'ouvrage.
Avant l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur vérifiera s'il n'existe pas d'autres réseaux que ceux indiqués sur les plans ou connus par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, et informera ces derniers de la présence éventuelle de ces réseaux.

2.3 Désamiantage

Les travaux de désamiantage sont à prévoir suivant les indications et les localisations définies dans les documents suivants :

- Le rapport de repérage de matériaux contenant de l'amiante, réalisé par la société AC Environnement en date du 22/09/2020 (Référence mandataire : OLS240-OLS241-OLS242-OLS250).
Les rapports précités sont joints au dossier d'appel d'offre.

L'entreprise devra indiquer dans son offre toute remarque ou manque d'élément qu'elle aurait vis à vis de ces diagnostics.

Toute demande de sondages supplémentaires sera à la charge de l'entreprise.

2.3.1 **Installation et préparation de chantier - désamiantage**

2.3.1 1 Avant tout démarrage de travaux, l'entreprise devra :

- Les démarches administratives (Plan de retrait détaillé à l'article suivant).
- La mise en place d'un balisage de sécurité avec signalisation réglementaire.
- L'amenée et repli du matériel.
- Son installation de chantier et notamment son enceinte de confinement: l'entreprise devra prévoir un volume tampon entre sa zone de travaux liés à l'amiante et le reste du chantier.
- La mise en place d'un éclairage protégé.
- La réalisation et le dépôt du plan de retrait auprès des organismes compétents dans le cas de travaux en SS3.
- La réalisation et la remise des modes opératoires au niveau des organismes compétents dans le cas de travaux en SS4.
- La fourniture des EPI aux visiteurs (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, représentants collectivités...).

En phase préparation de chantier, l'entreprise devra également fournir la définition de chaque processus de travail (techniques et modes opératoires utilisés, compte tenu des caractéristiques des matériaux concernés et des moyens de protection collective), l'estimation de son niveau d'empoussièrément et son classement selon les 3 niveaux d'empoussièrément définis par la réglementation repris ci-dessous.

	Jusqu'au 30/06/15	A partir du 01/07/15
Niveau 1	< 100 f/l	< 10 f/l
Niveau 2	Entre 100 et 6 000 f/l	Entre 10 et 600 f/l
Niveau 3	Entre 6 000 et 25 000 f/l	Entre 600 et 2 500 f/l

Elle devra transcrire ces éléments dans son Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER).

L'entreprise devra prévoir les processus et modes opératoires permettant d'obtenir les niveaux d'empoussièrément les plus bas possibles.

2.3.2

Retrait d'éléments amiantés

Enlèvement d'ouvrages amiantés selon rapport de présence d'amiante avant travaux de l'opération.

Ces travaux comprennent :

- Établissement et dépôt du plan de retrait.
- Affichages préventifs extérieurs.
- Suivi médical des salariés.
- Production d'un certificat d'acceptation préalable des déchets par une installation autorisée.
- Préparation du chantier d'intervention (signalétique et balisage, confinement des zones d'intervention, compris sas d'accès, extracteurs d'air munis d'une filtration THE).
- Aspiration, vestiaire et douche spécifiques. Aspiration fine et projection d'un surfactant dans la zone afin de fixer les résidus de poussières d'amiante éventuelles sur le polyane qui sera par la suite évacué en classe 1.
- Bac de traitement des eaux résiduaires (eaux des douches et les eaux de nettoyage) avant leur rejet au milieu naturel et évacuation des résidus pollués.
- Dépose des déchets pollués/ ensachage / stockage / évacuation.
- Autocontrôle et contrôle par un laboratoire agréé selon configuration de l'opération (proximité lieux publics/autres).
- Remise d'une copie des bordereaux de suivi des déchets et le certificat de traitement des déchets (enfouissement/vitrification/autre).

Emballage sous sac étanche pour transport.

Évacuation en centre d'enfouissement technique spécifique.

Transport assuré par une entreprise agréée au titre du règlement A.D.R.

Nota :

- Les retraits se feront conformément aux réglementations en vigueur et s'accompagneront des mesures réglementaires de quantité de fibres amiantées dans l'air, dont le niveau d'empoussièrément doit être inférieur à 5g/litres.
- Une aire de stockage des déchets amiantés sera prévue pour y entreposer les déchets encapsulés afin qu'aucune personne non-habituée à la manipulation de ces déchets ne puisse y avoir accès. L'encapsulage des déchets amiantés sera bien entendu réalisé dans le respect de la réglementation en vigueur. Les déchets amiantés ne devront en aucun cas être exposés à l'air libre de manière à ne pas polluer l'environnement (sol, air, eau). Le retrait des capsules sera régulier de manière à limiter la durée de stockage sur site.
- Les éléments amiantés situés dans les locaux où il n'est pas prévu d'intervention ne seront pas déposés.
- L'entreprise devra réaliser les mesures des niveaux d'empoussièrément en fin de chantier (retrait amiante) et les mesures de 2ème restitution (avant la réception totale du chantier).

2.3.2.1

Travaux en sous section 3

Dépose des matériaux contenant de l'amiante suivant diagnostic Amiante joint au dossier et suite à l'état des lieux réalisé par la présente entreprise.

2.3.2.1 1

Dépose de plaques fibres

2.3.2.1 2

Dépose de colles de revêtement de sol

2.3.2.1 3

Dépose plaques planes en fibres ciment

2.3.3

Enlèvement des déchets

2.3.3 1

Traitement des déchets

Le traitement des déchets en provenance de l'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante ciment non friable, tels que tous les matériaux en amiante ciment, amiante vinyle et autre devra se faire dans le plus stricte respect de la réglementation en vigueur à ce sujet.

Les déchets d'amiante des matériaux de construction seront évacués vers une installation de stockage de déchets non dangereux de classe 2. Les autres déchets contenant ou pollués par de l'amiante (compris EPI) devront être évacués vers un centre de traitement des déchets dangereux ou vers une installation de stockage de déchets dangereux de classe 1, avec bordereau de suivi des déchets amiantés.

Au fur et à mesure de l'enlèvement, les déchets sont conditionnés dans des sacs :

- Manutention et sortie des sacs, double ensachage pour les produits contenant de l'amiante selon la norme réglementaire, et conditionnement des sacs dans des big-bag.
- Prise en charge des déchets et transport par une entreprise spécialisée, pour mise en décharge réglementaire après acceptation préalable.

L'entrepreneur devra remettre au maître d'ouvrage :

- Une autorisation de décharge par le responsable de la D.P.
- Les certificats de mise en décharge délivrés par le responsable de la D.P.

Les eaux usées (douche, eaux de nettoyage) doivent faire l'objet d'un traitement approprié avant leur rejet en milieu naturel.

2.4 Démolitions

Nota:

- Tous les travaux de démolition seront effectués après désamiantage des bâtiments.
- L'entreprise se doit lors de la visite ou suite à cette dernière de noter et de prévoir dans son offre tous les éléments à déposer ou démolir non répertoriés sur les plans ou dans le CCTP.
- D'une manière générale, l'entrepreneur doit s'assurer de la stabilité des ouvrages ou parties d'ouvrages restants et conservés. Il est responsable de tout incident ou accident intéressant l'équilibre de ces constructions et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier. Il doit également prévenir le Maître d'Œuvre et poser tous les témoins et étais nécessaires.
- Les travaux éventuels d'étalement et de consolidation font partie du présent marché.
- L'entreprise devra fournir sa méthodologie de démolition dans le PPSPS au CSPS pour validation avant travaux.

2.4 1

Curage

Tout d'abord, afin de permettre le tri-sélectif des gravois, l'entreprise devra effectuer la dépose sélective et la démolition des ouvrages de second œuvre et des équipements non réutilisés dans le projet (radiateurs, cloisons, faux plafonds, revêtements de sols, luminaires, appareils sanitaires, appareils de chauffage, appareillages électriques, appareils d'éclairage, menuiseries extérieures, garde-corps, blocs portes, façades placards...) ceci dans tous les locaux des bâtiments à démolir.

Localisation :

Pour le bâtiment administratif démoli.

2.4 2

Démolition des bâtiments

Les travaux de démolitions s'entendent pour une démolition intégrale des ouvrages soit :

- Charpente et couverture de toute nature.
- Planchers bois et poutres, etc..
- Planchers béton et poutres, etc..
- Façades, refends poteaux, escaliers, etc..
- Dallages, seuils, terrasses, murets, emmarchements extérieurs, etc.
- Tous les ouvrages de fondations sans distinction compris élévation des éventuels vides sanitaires : Les démolitions s'entendent compris démolition des ouvrages de fondation et de dallages.

Au préalable étalement systématique de tous les planchers des bâtiments à démolir suivant nécessité.

Réseaux existants - coupure de fluides

Avant l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur vérifiera s'il n'existe pas d'autres réseaux que ceux indiqués sur les plans ou connus par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, et informera ces derniers de la présence éventuel de ces réseaux.

Il appartiendra alors à l'entrepreneur du présent lot de prendre contact en temps voulu avec les services concessionnaires et les entreprises des lots techniques concernés, avant tous travaux de déposes ou de démolitions, pour s'assurer que les coupures des fluides ont bien été effectuées et que les bâtiments sont bien isolés des réseaux.

Une attestation de bonne exécution de ces coupures de fluides sera exigée.

Nota :

- Le type des protections envisagées par l'entrepreneur sera soumis à l'approbation du coordonnateur SPS.
- La démolition des voiries et dépose des mobiliers extérieurs sera réalisée par le lot VRD.
- Compris remise en état du terrain au droit de la démolition avec nivellement du terrain.
- Compris toutes sujétions de sciage soigné entre les parties à démolir et les parties à conserver.

L'entrepreneur est seul responsable du mode d'exécution qu'il propose pour réaliser ses travaux (utilisation

d'explosifs interdite).

Un chef de chantier aura l'obligation d'être présent en permanence sur le chantier pour veiller au bon déroulement des travaux et faire respecter les consignes de sécurité. Si nécessaire, il alertera immédiatement sa direction et le Maître d'œuvre de problèmes qu'il pourrait rencontrer.

Localisation :

Démolition du bâtiment administratif.

2.4 3

Enlèvement des décombres

L'entreprise devra l'enlèvement de gravois, compris matériaux reconnus comme dangereux.

Les gravois seront triés et évacués selon leurs classe : inerte, bois, métaux, DIB...

Compris coltinage et chargement.

Compris ensemble des droits et taxes de décharges.

Il n'est pas prévu de récupération de matériel ou matériaux. La totalité des décombres sera évacuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

En outre, les manœuvres d'engins, sorties de camions devront être protégées par des barrières signalétiques.

Dans toute la mesure du possible, elles seront évitées aux heures de grande circulation.

Les feux sont strictement interdits sur le chantier, tous les bois déposés seront enlevés aux décharges publiques.

Nota :

L'ensemble des déblais de démolition seront évacués.

2.4 4

Nettoyage et remise en état

Travaux quotidien de nettoyage de voiries et nettoyage final du terrain pour livraison d'une surface exempte de tous gravois, compris entretien des clôtures de chantier pendant les phases de démolition et désamiantage, et repliement des installations.

Remise en état des ouvrages qu'ils soient publics ou privés.

2.5

Nettoyage de chantier

2.5 1

Chaque entrepreneur doit au titre de son marché, l'enlèvement et l'évacuation de ses gravois, emballages divers et détritiques au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ainsi que le nettoyage éventuel des ouvrages des autres corps d'état salis ou souillés durant l'exécution de ses prestations.